

Exclusion sociale et violence : le cas du Brésil

Maria Stela Grossi Porto

Volume 33, Number 2, Fall 2001

L'exclusion : changement de cap

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/008311ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/008311ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0038-030X (print)

1492-1375 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Grossi Porto, M. S. (2001). Exclusion sociale et violence : le cas du Brésil. *Sociologie et sociétés*, 33(2), 49–66. <https://doi.org/10.7202/008311ar>



Exclusion sociale et violence :

le cas du Brésil

MARIA STELA GROSSI PORTO

Département de sociologie
Université de Brasília – Campus Universitario
Asa Norte, CEP : 70.919-900
Brasília – DF – Brasil
Courriel : msgrossi@unb.br

INTRODUCTION

L'objectif de ce texte est de réfléchir de façon critique à la nature des relations entre exclusion et violence et à leur potentiel explicatif dans la problématique des liens sociaux dans la contemporanéité brésilienne.

L'exclusion sociale est une catégorie qui devient de plus en plus présente dans les analyses qui s'intéressent aux rapports entre violence et droits civils. Pour différentes raisons, ceux qui sont exclus des droits civils ont tendance à devenir des cibles ou des acteurs de manifestations ou d'actes de violence. Sans nier les liens qui, d'une façon générale, rendent possible l'association entre ces deux phénomènes, l'article se propose de réfléchir aussi sur des manifestations et des contextes de la violence dont les protagonistes appartiennent aux couches ou groupes sociaux aisés, lesquels sont normalement perçus ou considérés en tant que socialement insérés. Dans ce sens, il s'agit de penser inclusion et exclusion sociales comme des catégories qui traversent plusieurs dimensions de l'espace social, y compris celles de l'économique, du politique, du socioculturel et qui peuvent, en le faisant, s'entrecroiser dans le système d'action d'un seul acteur, individuel ou collectif.

Une telle approche permet de penser la violence en tenant compte de la relation inclusion/exclusion dans laquelle les deux termes perdraient toute connotation d'icho-

tomique pour être envisagés comme des catégories appartenant à une même dynamique; celles-ci opérant au moyen d'un analyseur qui, inclus dans une dimension donnée de la vie sociale, pourrait, dans une autre dimension, se retrouver dans la condition d'exclu.

L'hypothèse développée dans ce texte admet que la violence peut se constituer en tant que réponse possible à certaines manifestations d'exclusion sociale. Dans un tel cadre, on doit s'interroger sur l'importance du concept d'exclusion sociale et de son lien avec le phénomène de la violence. Ces précisions s'avèrent nécessaires car les causes de la violence sont différentes selon la nature de l'exclusion sociale. Sans prétendre construire une typologie de l'exclusion sociale, l'analyse tient compte de l'existence des formes d'exclusion autant associées aux conditions matérielles que symboliques.

Avant toute entreprise analytique et en tenant compte de la pluralité de sens que le terme comporte, il faut préciser ce qu'on entend par exclusion sociale car ce concept est, à la fois, utilisé dans le sens commun, l'univers politique ou autres. Il devient important d'apporter des clarifications et de situer le sens dans lequel il sera utilisé. Deux autres dimensions s'ajouteront et seront traitées dans ce texte. La première tentera d'identifier les bases empiriques de l'articulation entre violence et exclusion en se demandant si le phénomène de la mondialisation ne serait pas un des facteurs responsables de l'exclusion sociale et à travers quels niveaux de médiation il opérerait. La seconde dimension est à caractère « méthodologique » et questionne la pertinence de retenir le concept d'exclusion en tant que composante de cette relation inclusion/exclusion dont nous avons parlé plus haut. Enfin, nous tenterons d'analyser les répercussions de ce double lien dans le processus de construction identitaire des agents.

Mais avant d'entrer dans le contenu plus théorique, quelques mots sur la particularité brésilienne. Ces quelques éléments, rapidement évoqués, permettront de situer le cadre plus empirique de nos réflexions.

La société brésilienne a subi, au cours des dernières décennies, des changements profonds, tant au plan socioéconomique que culturel. Elle est, en quelque sorte, plongée dans la modernité, celle qui caractérise l'ensemble des sociétés développées de la planète et dont le phénomène de la mondialisation, en termes d'explications sociologiques, constitue une partie importante de son achèvement.

Sans contester cette affirmation, il nous faut nuancer celle-ci et insister sur la particularité de cette société dans le contexte mondial et plus spécifiquement dans le contexte des Amériques. La clé pour saisir cette particularité semble résider dans le caractère profondément inégal inscrit dans les rapports sociaux. On est alors en présence d'un double mouvement. D'une part, la quête continue d'une citoyenneté plus égalitaire, fondée et soutenue par les droits et devoirs à caractère plus universaliste; d'autre part, celle-ci est confrontée, voire remplacée, ici et là au Brésil, par une culture du favoritisme, du privilège, du *clientelismo*, du particularisme. Cela fait en sorte que la fragmentation sociale n'est pas seulement synonyme de société plurielle, mais elle signale et met en évidence le caractère profondément hiérarchique et inégal de la société brésilienne et cela, tant au plan matériel que symbolique; au plan matériel, cela peut vouloir dire l'absence de conditions objectives d'égalité dans la lutte pour la survivance (pour reprendre les termes

proposés par Durkheim) ; au plan symbolique, cela peut vouloir dire que l'on est en présence des rapports de subordination, voire de servilité (très proche de la violence douce ou symbolique proposée par Bourdieu).

Sans prétendre d'aucune façon que le passé est inscrit de façon déterministe dans le futur, il semble qu'il s'agit là d'un trait culturel fort de la réalité brésilienne et qui, même s'il date de la période coloniale, marque encore fortement de son empreinte la société actuelle. Il s'agit d'un élément important qui devra être pris en compte dans la compréhension et l'explication des rapports entre violence et exclusion sociale. Pour bien saisir la société brésilienne, il faudra en même temps penser le cadre de la modernité et celui d'une société traditionnelle.

UNE REPRISE DU CONCEPT D'EXCLUSION

L'idée, ici, n'est pas de faire *l'état de la question* en épuisant l'éventail des définitions du concept. Notre but n'est pas non plus de faire un sommaire des différents usages pratiques qui lui ont été attribués dans la littérature. Il s'agit plutôt d'expliquer clairement et de rendre intelligibles les présupposés pris en compte, c'est-à-dire les sens à partir desquels la réflexion sera développée.

Avant d'être des concepts, l'exclusion sociale et la violence sont des phénomènes empiriques, ceci rend d'autant difficile sa constitution en tant qu'objet théorique. Directement reliés à la réalité qu'ils décrivent, ces concepts doivent cependant être construits en tant qu'objets sociologiques afin d'acquérir une force explicative et du sens. Sans les nécessaires ruptures, l'importation directe de la réalité empirique dans le monde théorique ne fait que transférer vers la sociologie, les problèmes sociaux (Bourdieu, 1989)¹.

La plupart des analyses concernant l'exclusion sociale reposent sur le constat de l'existence de l'exclusion ; celles-ci identifient les exclus ou encore évaluent les politiques existantes. En fait, souvent, la soi-disant explication est substituée à la définition.

Dans le contexte brésilien plus récent, quelques travaux constituent des exceptions à cette approche. Les études menées par Zaluvar (1997), Oliveira (1997) et Nascimento (1994, 2000) discutent le concept en analysant les implications épistémologiques et méthodologiques de son utilisation ; elles en font ressortir aussi les capacités analytiques.

Zaluvar (1997) entreprend sa critique en indiquant la nécessité de différencier deux ordres de problèmes : théoriques et pratiques/politiques. Elle part de la thématique développée en France au cours des dernières années et indique quelques-unes des limites du concept lorsqu'il est comparé au concept de *underclass*. Zaluvar remet donc en cause les dimensions empiriques de l'exclusion. À la lumière du concept de réciprocité de Mauss, l'auteure expose quelques-unes de ses manifestations et répercussions liées notamment à la violence et à la criminalité.

1. Pour l'analyse du concept de violence, cfr. Porto, M.S.G. (1995), présentation à l'édition spéciale de la revue *Sociedade e Estado*, Vol. x, n° 2, juillet/décembre et Porto, M.S.G. (1995) *Reflexões para uma Sociologia da Violência*. VII^e Congrès de la Société brésilienne de sociologie (SBS), Rio de Janeiro.

Pour sa part, Oliveira (1997) construit sa réflexion en reprenant les possibilités et les limites de l'explication dualiste ; il revoit l'idée principale du point de vue économique, liée à certaines approches sociologiques qui se servent du concept d'exclusion, mettant l'accent sur la question de savoir en quels contextes l'idée de couches sociales économiquement négligeables a ou non du sens et de la pertinence théorique dans le cadre du concept d'exclusion sociale.

Finalement, Nascimento (1994, 2000), soucieux de la spécificité de la vie contemporaine brésilienne, propose de parler d'une nouvelle exclusion permettant de distinguer deux choses. D'une part, les situations d'emploi informel et de main-d'œuvre peu qualifiée ou non qualifiée qui ont toujours existé dans l'économie brésilienne, et d'autre part, les formes modernes d'absence d'insertion sociale, mettant l'accent sur la faible condition économique de certaines catégories sociales.

Dans le contexte français où le concept d'exclusion sociale est largement développé, certaines approches présentent un fort potentiel analytique et explicatif. À titre d'exemples, pensons à celles formulées par Castel (1991, 1998), Perret (in Donzelot, 1991) et Gauchet (in Donzelot, 1991). Deux éléments intéressants ressortent ; d'une part, les relations étroites que le concept d'exclusion entretient avec la question sociale ; ceci fait contrepoids aux définitions les plus courantes et qui mettent l'accent surtout sur les dimensions économiques du phénomène. D'autre part, l'importance des liens entre exclusion sociale et individualisme, ce dernier caractérisant la société moderne.

Perret (1994), quoique centrant les origines de la crise des liens sociaux sur l'aspect économique, reconnaît la nécessité de les articuler à des dimensions culturelles, ou encore, à l'impact des questions de nature ethnique présentes dans la société française. Selon lui, « on n'ignore pas la complexité ni l'ambivalence qui caractérisent l'état actuel du social », on ne peut ignorer non plus l'inadéquation des politiques en vigueur face « aux menaces qui pèsent aujourd'hui sur la cohésion sociale » (Perret, 1991, p. 120). L'auteur souligne également les problèmes qui découlent de la crise syndicale qui ne constitue plus un niveau important de médiation de conflits, ce qui a comme conséquence une sorte de « mort » de l'ouvrier en tant qu'acteur collectif. La conséquence en serait une porte ouverte pour l'atomisation du social (Perret, 1991).

Castel (1991) débute son analyse par une longue liste des « laissés-pour-compte de la croissance et blessés de la civilisation » (1991, p. 137). Il concentre sa réflexion sur le constat de la double condition de précarité du travail et de la vulnérabilité relationnelle qui caractérise la question sociale actuelle et certaines catégories situées entre l'indigence et l'exclusion ; celles-ci font face à la désaffiliation sociale. Ce concept exprime « un mode particulier de dissociation du lien social » (Castel, 1991, p. 138) et rend commun le destin de ceux qui sont les oubliés du processus de civilisation. Castel insiste sur la nécessité de penser à la situation de désaffiliation en tant qu'« effet de la conjugaison de deux vecteurs : un axe d'intégration/non-intégration par le travail ; un axe d'insertion/non-insertion dans une sociabilité sociale-familiale » (Castel, 1991, p. 139). « La dimension économique, loin d'être négligeable, n'est pourtant pas fondamentalement déterminante. Autrement dit, la pauvreté comme telle compte moins que ce couplage

rapport au travail—coefficient d'insertion sociale» (1991, p. 148). Dubet (1987) analyse le contexte français de ce qu'il appelle la galère. Celle-ci est davantage pensée comme une expérience qui caractérise un «état» plutôt que comme une catégorie d'analyse ou un groupe, même si celle-ci est le fait de jeunes gens des classes moyennes.

Gauchet (1991) insiste à son tour sur l'idée de la société moderne en tant que productrice d'individualisme. Dans la mesure où l'internationalisation, les transformations dans le contexte du travail, la fin de la stabilité de l'emploi, etc., provoquent des changements dans la structure des relations de classes, ce sont les formes traditionnelles d'institutionnalisation et de solidarité qui sont remises en cause. «C'est la dimension même de l'acteur collectif qui est tendanciellement en train de s'évanouir avec la crise de cette figure symbolique de la classe des producteurs. Il n'y a plus d'acteur collectif. Il y a des individus qui utilisent la dimension collective» (Gauchet, 1991, p. 174). Il s'agit d'une réalité qui caractérise l'ensemble de la société. Gauchet est alors tenté de parler d'une démocratisation de comportements individualistes et d'un individualisme de masse.

ENTRE EXCLUSION ET MONDIALISATION, QUE SE PASSE-T-IL AVEC LA CATÉGORIE DE LA VIOLENCE ?

Ici, la réflexion se situe au niveau large des changements en cours dans les sociétés contemporaines et particulièrement sur les relations entre exclusion et mondialisation² (Porto, 2000a). Nos réflexions seront évidemment centrées sur la société brésilienne. Nous nous demanderons s'il est pertinent d'affirmer que le processus de mondialisation constitue un facteur d'exclusion sociale, en précisant de quel type d'exclusion on parle et si la violence peut, à son tour, être une réponse à ce processus d'exclusion.

Les changements en cours au sein de la société brésilienne ne peuvent être compris que si nous les inscrivons dans le contexte mondial. Nous n'assistons pas à une étape d'homogénéisation mais à une combinaison de situations d'ouverture à la mondialisation et de processus de fragmentation. Dans ce contexte, la mondialisation, en tant que catégorie analytique, acquiert un sens en faisant ressortir la portée et le caractère radical à partir desquels les changements devraient être compris. La mondialisation prend forme dans des espaces sociétaux pluriels. Il est donc important de tenir compte des spécificités de chaque société et des différences au niveau des identités nationales. Ainsi, la culture se présente comme un espace de médiation entre mondialisation et sociétés nationales ou entre le niveau global et le niveau local.

En ce qui concerne le niveau global, une des principales questions soulevées par le processus de mondialisation se situe dans les rapports directs entre la révolution scientifique-technologique et la façon dont elle a touché le monde du travail. En effet, celui-ci s'est transformé non seulement au plan matériel, où d'importants changements dans le processus de production et dans l'organisation des rapports sociaux se sont produits, mais aussi au plan du symbolique, celui qui fait du travail une valeur sociale. Quant au niveau local, la société brésilienne, comme le reste de la planète, participe à ce change-

2. Cette section est fondée sur Porto, 2000a.

ment. Toutefois, ses caractéristiques socioculturelles marquent de leur empreinte la façon dont ces changements s'actualisent. Il est donc possible d'affirmer qu'au niveau global, le monde du travail n'est plus aussi important dans la définition des rapports sociaux et qu'il ne constitue plus le moteur efficace d'intégration sociale ou de formation des identités au plan symbolique qu'il a déjà constitué. Offe (1989), Habermas (1987), Giddens (1996), Wieviorka (1998), entre autres, font ressortir les nouvelles configurations sociales apportées par les changements qui ont eu lieu dans le monde du travail. La société post-industrielle, en transformant la place occupée par le travail comme catégorie empirique et sociologique, le remplace par d'autres catégories (tant au niveau empirique qu'explicatif), ethniques, religieuses, de genre, etc. Le concept de classe sociale, insuffisant pour rendre compte de la réalité des sociétés contemporaines, est remplacé par des catégories qui construisent différents types d'agencements sociaux et sont à l'origine de nouvelles formes et de nouvelles sources de conflits sociaux.

Le Brésil, inséré comme il se trouve dans la contemporanéité, partage avec le reste du monde quelques-uns de ces nouveaux processus sociaux. Toutefois, le visage de cette révolution scientifico-technologique prend ici des allures particulières. En effet, le caractère profondément hiérarchique de la société, vu comme un des traits les plus typiques de l'organisation socioculturelle et spatiale de la vie sociale brésilienne, s'ajoute aux inégalités au plan matériel. Cela redéfinit et re-interprète les changements issus de la mondialisation. Même si cela ne fait pas consensus au Brésil, nous avançons l'hypothèse que les changements dus au processus de mondialisation, plus particulièrement ceux qui touchent la catégorie travail, renforcent, augmentent, approfondissent et rendent beaucoup plus aigus les mécanismes de fragmentation sociale et les manifestations de la production et de la reproduction des inégalités aux niveaux matériel et symbolique.

Concentrons-nous ici, au niveau global, sur les changements qui se passent dans le monde du travail et qui signalent son dépassement en tant que facteur hégémonique d'organisation sociale et de structuration des relations sociales.

Dans un monde « régi » par le travail, les classes sociales pouvaient, dans une certaine mesure, être perçues en tant que catégories « d'unification » du domaine social. De la même façon, elles pouvaient être prises comme des entités organisatrices d'intérêts, comme des facteurs de structuration d'un champ de luttes ou comme un espace permettant la construction d'identités en lien avec les différentes positions existantes dans le monde du travail. Les changements matérialisés par la révolution scientifique et technologique transforment la nature de la société et ses modes d'organisation. Ils affectent particulièrement le travail dans ses dimensions symbolique et idéologique fondamentales dans la définition des conduites et des styles de vie.

Envisagées selon cette perspective et considérées d'un point de vue très général, les analyses de la société brésilienne se rapprochent de celles des sociétés développées. Au sein de la société brésilienne, la catégorie du travail perd sa fonction symbolique au moment même où les conditions empiriques du travail se transforment en profondeur.

Des différences commencent à apparaître, néanmoins, dès que l'analyse devient plus précise. Il n'est pas possible de recenser ici les diverses études théoriques et empiri-

riques qui associent transformation du travail et mondialisation. Pour l'instant admettons, dans la foulée des analyses proposées par plusieurs auteurs ci-haut mentionnés, que la révolution scientifico-technologique a provoqué une diminution dans l'offre d'emploi, et cela dans toutes les couches sociales, mais de façon différente pour chacune d'entre elles. Dans ce sens, les couches économiquement plus aisées sont aussi confrontées à la pénurie de l'offre de travail, mais cela n'a pas comme conséquence directe une pénurie de biens et une survie matérielle.

Si l'on s'intéresse aux jeunes des milieux aisés, le manque de travail peut se traduire par de la violence et entraîner une certaine détérioration de leur vie matérielle. Mais l'absence de travail prend aussi une signification plus grande. Le manque d'organisation et d'orientation se pose surtout au plan symbolique : c'est le projet de vie, le sens de la vie, la possibilité de se construire en tant que sujet, de se bâtir une identité qui sont en péril. L'absence de travail ne signifie pas oisiveté, bien au contraire. Ces jeunes sont sollicités par beaucoup de choses : les loisirs, les sports, mais aussi le monde de la drogue, de la délinquance, des bandes et de la galère. Mais la question est de savoir ce qui influencera le choix des jeunes dans un sens ou dans un autre. Il semble donc important d'analyser ce qui peut se passer dans le « nouveau monde » ouvert par la révolution scientifique et de tenter de saisir les effets sur les différentes couches sociales.

Sans aller en profondeur, arrêtons-nous sur une autre dimension de la révolution scientifico-technologique qui acquiert une importance particulière au Brésil : les transformations au sein du processus d'information. Selon certains auteurs, la société brésilienne a plongé de façon beaucoup plus profonde, aiguë et radicale que plusieurs pays dit développés dans l'ère des nouvelles technologies. À un point tel, qu'il serait possible de considérer que le caractère radical et l'ampleur des transformations seraient en eux-mêmes une forme de violence, tellement celles-ci rompent, redéfinissent, déplacent ou dépassent les processus d'organisation traditionnels structurant la société brésilienne. Cela a des effets à tous les niveaux de la société, dans les différentes sphères et se présentent sous divers aspects : économiques, sociaux, politiques et culturels. Cette tendance à la consommation technologique est en train de se révéler comme une composante importante des traits culturels typiques de la société brésilienne. Ainsi, des changements technologiques issus du progrès de la science altèrent le rapport physique et culturel avec l'espace. À cet égard, le Brésil participe de façon importante à ce que l'on peut appeler la « culture des *shopping centers* », un espace physique, technologiquement organisé et contrôlé. Cela renvoie aussi bien aux questions de sécurité qu'aux processus de sociabilité en cours dans l'espace urbain.

Cette dernière dimension met en évidence le caractère économique de l'exclusion sociale, l'espace du *shopping centre* ayant, d'une certaine manière, remplacé la rue comme espace de relation et d'amusement pour les groupes favorisés et particulièrement, pour les jeunes. Les inégalités sociales, l'augmentation du chômage, l'intensification des processus migratoires vers les grandes villes, généralement vus comme des effets pervers de la mondialisation, ont construit une représentation des villes comme un espace dangereux, comme le lieu par excellence de violence, donc comme espace à

éviter. Dès lors, on se réfugie dans ces *shopping-centres*, espaces en quelque sorte « protégés ». Les difficultés de transport (pas de transports en commun, pas de transports privés tels la voiture ou autres véhicules motorisés) et les discriminations dont ils sont l'objet, éloignent les couches défavorisées de ces lieux et créent ainsi de nouvelles formes, adoucies et pacifiques, d'apartheid social.

De nouveaux processus de connaissance, à l'origine de la diffusion de l'information, peuvent aussi participer (de manière non nécessairement consciente, dans certains cas) à ces mécanismes d'exclusion sociale. Il est alors possible de parler de « création » d'un monde virtuel, lequel cohabite avec le monde réel. Il partage avec celui-ci différents degrés d'intégration/tension tout en changeant de façon radicale le sens de ce que l'on qualifie d'expérience. Les moyens électroniques, en même temps qu'ils rendent possible une simultanéité entre événement et information, contournent l'individu tout en agissant comme une sorte d'intermédiaire entre lui et le monde. La question qui se pose est celle de la dimension excluante que suppose ce processus. La consommation technologique et l'ensemble de ses conséquences ne touchent qu'une minorité de la population : celle représentée par les couches plus aisées. Cette consommation devient alors un facteur de plus dans le processus d'exacerbation des inégalités sociales avec tout ce que cela représente (ou peut représenter) en termes de fragmentation sociale, de différenciation de valeurs, d'hétérogénéité dans les formes de conduite bref, dans la multiplicité des styles de vie et des formes de sociabilité.

Le contexte social peut être pensé en termes de réalité matérielle et symbolique hétérogène dans lequel ni les individus ni les groupes ne semblent partager de valeurs communes. Le contexte social présente aussi une multitude d'arrangements ou d'ordres sociétaires à l'origine de multiples logiques de conduite. Ainsi, il est possible de parler de société fragmentée, plurielle, différenciée, hétérogène, aussi bien dans les dimensions matérielles — des organisations et des mouvements sociaux — que symboliques. Coexistent alors différents systèmes de valeurs, de manière plus au moins autonome, dans une sorte de juxtaposition qui remplace les mécanismes sociaux d'intégration en vigueur. Parler d'exclusion pour caractériser les gens qui participent à de telles expériences, c'est parler de quelque chose qui se produit par excès : trop d'expériences, trop d'options, trop de possibilités matérielles sans que cela ne se traduise, dans de nombreuses situations, en possibilité réelle de changement de conduite, en possibilité de se constituer en sujet autonome. Une exclusion davantage symbolique qui concerne les jeunes des couches sociales dites aisées ; une exclusion existentielle, identitaire que nous avons appelée exclusion par excès.

Cette forme d'exclusion coexiste, à des degrés différents, avec une exclusion par défaut qui, au contraire de l'abondance, est marquée par la pauvreté des conditions matérielles de vie, ramenant les individus à une difficulté d'assurer la continuité de la vie et les inscrivant plutôt dans la survie. Dans ce cas, on peut alors observer le développement d'une identité absente, bloquée, fragmentée.

Si cette thèse est plausible, la fragmentation sociale devient alors une catégorie-clé pour penser la société brésilienne, d'autant plus qu'elle rend compte des formes selon

lesquelles la société se représente. Envisagée à partir d'une situation de fragmentation, la société brésilienne se voit confrontée aux conséquences de celle-ci tant au niveau symbolique que matériel. Elle se traduit par un accroissement des inégalités qui alimentent, de façon réflexive, la fragmentation et la pluralité de valeurs.

Ainsi, la fragmentation sociale, comme catégorie d'analyse sociologique, devrait faire avancer la compréhension d'une exclusion à caractère matériel et économique, et que nous avons appelée « exclusion par défaut » aussi bien que ce que nous avons appelé « exclusion par excès ». Dans ces deux cas d'espèce, la violence peut être interprétée comme une réponse aux frustrations apportées par l'exclusion elle-même mais elle prend évidemment des formes différentes.

L'analyse de la violence comme réponse à une exclusion matérielle se manifeste tous les jours dans les villes brésiennes. Récemment (entre la fin de mars et le début d'avril 2001), la ville de Brasilia a été confrontée à de graves scènes de violence impliquant des morts et des blessés graves dont les victimes étaient des enfants, des adolescents et des adultes. En l'an 2000, Ceilândia (ville-satellite de Brasilia) a enregistré un total de 60 meurtres, 20 de plus qu'en 1999 (selon des données du Secrétariat à la Sécurité du District fédéral). Ces faits illustrent la croissance de la violence dans un contexte urbain estimé, jusque-là, calme et pacifique avec une excellente qualité de vie, l'une des meilleures du pays. Selon l'UNESCO, la situation s'est détériorée rapidement. Il ne faut pas établir d'association directe entre violence et pauvreté ni présenter la capitale fédérale comme étant une ville particulièrement dangereuse. On assiste surtout à des situations de violence interpersonnelle dont les victimes et les agresseurs sont plutôt des individus que des groupes. Les thèses explicatives de la violence renvoient à des conduites réactives de haine, d'isolement, illustrant un manque de liens sociaux et une faiblesse des formes de solidarité. Elles peuvent aussi prendre le sens de ce que Wiewiorka (1998) appelle une violence de nature infra-politique : une violence sans objet qui ne prend pas la forme de mobilisation, d'action collective ou de mise en cause de l'ordre établi. Une partie de la violence qui sévit dans une ville comme Brasilia est une violence qui exprime une demande de participation et d'inclusion à titre individuel et les formes qu'elle prend correspondent à des intérêts tout aussi individuels : vols, cambriolages avec ou sans victimes, entraînant leur lot de situations insécurisantes à travers les balles perdues et échangées entre des agents de police et des bandits ou entre des bandits. Ces événements, largement relatés dans les médias locaux, contribuent à façonner des images d'instabilité et d'imprévisibilité. L'une des conséquences est certes la création d'un imaginaire d'insécurité. La ville représentée alors comme un *no man's land* voit apparaître un ensemble de mécanismes privés de sécurité comme formes possibles de réaction violente.

Cela dit, la violence peut être interprétée autrement qu'uniquement en termes de « sauve qui peut » ; elle peut prendre le sens d'une justice autoproclamée, de ses propres mains, en réponse aux conditions matérielles précaires d'existence des individualités réprimées qui ne réussissent pas à s'affirmer en tant que sujets, qui n'accèdent pas à l'espace public comme lieu privilégié d'instauration du dialogue. Il s'agit alors de formes

de violence issues d'une exclusion par défaut, dont la désorganisation de l'espace urbain en raison des mouvements importants de populations (migration interne au pays) et les conditions précaires de travail caractérisent les changements apportés par la mondialisation.

Deux autres dimensions peuvent être rajoutées pour mieux saisir l'articulation globale/locale et les contextes d'inclusion/exclusion au Brésil. La première renvoie aux processus de réaménagement ou de restructuration matérielle et symbolique de l'ordre traditionnel. Du point de vue plus strictement économique, le caractère précaire, informel et temporaire du travail aurait pu permettre d'assimiler le contexte brésilien à celui d'autres nations. Nous avons, dès le début de ce texte, réfuté cette thèse. Il nous semble important de signaler que le prolétariat brésilien n'a pas eu la même tradition de politisation et d'organisation que dans les pays européens. São Paulo, par exemple, serait une exception. On y a vu l'existence de quartiers ouvriers et, dans certaines périodes, des syndicats forts qui, malheureusement, ont été affaiblis au cours des années. Cependant, la désaffiliation, proposée par Castel, prend ici le sens d'un affaiblissement des liens sociaux et de solidarité créés surtout à partir de processus importants d'exode rural et qui ont changé la relation rural/urbain. En 1960, seulement 30 % de la population vivait dans des aires urbaines; en 1990, ce pourcentage avait grimpé à plus de 70 % (selon les données de l'Institut brésilien de géographie et statistique, IBGE). Ces changements sont sans commune mesure avec ce qui s'est produit. La situation a ainsi été marquée par une fragmentation axiologique importante, une déstructuration des formes traditionnelles de solidarité et des liens sociaux fondés sur les réseaux de parenté propres au monde agricole. Les vagues de migrants qui s'installent dans les grandes villes — Brasilia est l'exemple par excellence — viennent augmenter les statistiques d'exclusion, non seulement en raison du travail précaire mais aussi en lien avec un système de valeurs non partagées, la ségrégation spatiale qui renforce l'exclusion axiologique et fait apparaître de manière plus évidente les relations sociales marquées par une forte hiérarchie. Du même coup, on assiste à un renforcement des inégalités sociales. Ces diverses situations sont propices à une augmentation des réponses violentes en lien avec la précarité des conditions matérielles de la vie mais aussi avec la dimension symbolique qui informe les relations sociales et leur donne leur contenu.

La seconde dimension se situe au niveau d'une articulation entre démocratie et modernité, ayant des répercussions sur les significations même du phénomène de la violence. Du point de vue socioculturel, le processus de « re-démocratisation », qui remonte aux années 1980, semble agir de manière importante. En effet, le changement laisse apparaître, par contraste, les formes violentes des différentes réglementations sociales et la légitimité qui les marquaient, fondées sur un ordre social traditionnel et des formes de sociabilité également traditionnelles. Le retour à la démocratie est un processus émanant de la société civile comprenant les revendications d'un État de droit, de procédures non particularistes et d'un appel à des normes plus universalistes caractéristiques de la modernité. Autrement dit, cette société inégalitaire et hiérarchique, confrontée à l'urbanité, exposée aux moyens de communication rendus accessibles en

vertu de la révolution scientifique et technologique, et soumise à des processus davantage démocratiques, se réveille. Elle se découvre un horizon de formes plus égalitaires de relations sociales, revendiquant aussi une citoyenneté plus égalitaire ; elle découvre du même coup les diverses formes de violence.

De nombreux pas restent à franchir pour atteindre une véritable justice sociale. Sans prétendre que cet universalisme et cet égalitarisme ne soient atteints, des changements importants vont dans ce sens : une nouvelle législation protégeant l'enfant et l'adolescent, des dispositifs plus efficaces concernant la violence envers la femme (dont un exemple est la création de préfectures de police spécialisées dans l'accueil des femmes), une législation plus forte contre la discrimination raciale sexuelle.

Il va sans dire que cela ne signifie pas l'abolition complète de tous les préjugés mais ces réglementations indiquent un changement de perspective en ce qui concerne de nouvelles significations que peuvent prendre la violence dans le contexte brésilien. Par ailleurs, à travers ces exemples concrets où l'on peut y déceler la tension qui existe entre les valeurs traditionnelles et les valeurs modernes ainsi que l'ambiguïté des contenus propres aux relations sociales, on peut surtout constater que des comportements violents vus et perçus comme des formes normales et routinières de résolution de conflits sont aujourd'hui identifiés comme de la violence et refusés comme forme de régulation sociale.

INCLUSION/EXCLUSION : DEUX FACES D'UNE MÊME MONNAIE ?

Comme nous l'avons évoqué plus haut dans ce texte, deux formes d'exclusion co-existent dans la société brésilienne : l'exclusion par excès et l'exclusion par défaut. En fait, l'inclusion et l'exclusion sont comme les deux faces d'une même pièce de monnaie. Elles sont l'expression d'une fracture chez un même individu empêché de se construire en tant que sujet. Le caractère dynamique du processus d'inclusion/exclusion montre que des individus inclus dans certaines dimensions de la vie sociale se retrouvent exclus dans d'autres.

Nous explorerons ici des exemples plus empiriques et nous nous concentrerons sur la violence des jeunes et sur la violence exercée par les policiers. La première situation associée à l'exclusion par excès met en relief des épisodes de violence des jeunes des couches moyennes envers d'autres jeunes (les statistiques enregistrées à Brasilia sont éloquentes) ou de jeunes de différentes couches sociales contre des personnes de tous les âges. La deuxième situation que l'on peut associer à des manifestations d'exclusion par défaut touche particulièrement la violence perpétrée par la police.

L'exclusion par excès peut être illustrée par un exemple tristement connu : le meurtre d'un indien de la tribu pataxó³. Ce tragique événement implique des jeunes de couches moyennes et mêmes aisées, donc intégrés et insérés si l'on prend en considération la

3. Dans cet épisode, cinq jeunes gens, dont un mineur, brûlèrent à l'alcool l'indien pataxó Galdino de Jesus dos Santos, qui dormait à un arrêt d'autobus, provoquant sa mort. Le fait eut lieu le 20 avril 1997, date précédant le jour de l'Indien au Brésil. D'autres épisodes impliquent des situations où des jeunes gens ont été battus par d'autres jeunes gens, avec des décès conséquents dans la plupart des cas. Durant les trois dernières années, à Brasilia, il y a eu au moins quatre cas où une jeune personne a été victime de ce type de crime.

seule dimension économique. Ce sont aussi des personnes bénéficiant de tous leurs droits de citoyenneté. Toutefois, en analysant leur façon d'agir, on constate que ces jeunes expriment, au moyen de la violence, un type d'exclusion qui, à défaut d'autre terme, pourrait être nommée « identitaire ». Les groupes ou les gangs auxquels les jeunes se joignent ne se constituent pas en fonction d'un sentiment d'appartenance à une collectivité, mais sont plutôt la manifestation d'un individualisme qui agit à travers le groupe. Plongés, plutôt qu'insérés dans le social, ces jeunes ne s'y retrouvent pas. Les valeurs de l'ensemble de la collectivité ne leur ressemblent guère et leurs réseaux axiologiques sont absents. Leur façon d'agir peut être interprétée comme une volonté de se faire reconnaître en tant que sujets. Mais paradoxalement, le manque de reconnaissance vécu empêche ou rend difficile à son tour toute prise en considération de l'autre comme sujet. Toutefois, rien de cela ne semble se construire de façon consciente ou conséquente. Impuissants à percevoir un sens à leur vie, ces jeunes ne sont pas en mesure de comprendre (pour reprendre un raisonnement weberien [Weber, 1968] le sens de la mort qui peut se résumer à une plaisanterie. Pour illustrer ceci, pensons aux jeunes responsables de la mort de l'indien pataxó qui ont affirmé à plusieurs reprises qu'ils n'avaient pas l'intention de tuer cette personne et qu'ils ne voulaient que plaisanter. En ce qui concerne ces jeunes, il est possible d'admettre que, sans être des monstres, l'acte qu'ils ont commis constitue une monstruosité.

Dans le cas présent, on ne peut même pas parler d'une instrumentalisation de la violence puisque celle-ci ne vise aucun but précis. De la même façon, il ne s'agit pas de l'utilisation de la violence comme stratégie de lutte, puisque les acteurs ne luttent nullement contre un système. Ce qui semble plutôt se dégager, c'est l'utilisation de la force comme refus de sa négation comme sujet. Une violence qui se présente comme une fin en soi, guidée par le jeu et l'émotion. Une violence qui reflète, de la part des agresseurs, une indifférence complète devant le fait qu'un être humain soit transformé en chose. Enfin, une violence où la destruction perpétrée dans le massacre et la mort d'un être humain correspond à une autodestruction à laquelle ils s'identifient. Ces jeunes sont en quête d'inclusion sociale à travers une reconnaissance en tant que sujets. Paradoxalement, en agissant de la sorte et en usant de la force, ils s'inscrivent dans une autre forme d'exclusion sociale à travers la réclusion imposée par l'emprisonnement et le mépris ressenti provenant de la société⁴.

L'exclusion par défaut sera analysée à partir de la violence exercée par les policiers. Celle-ci rejoint la problématique précédente en ce sens qu'elle se développe sur fond de construction identitaire et comme moyen d'échapper à l'exclusion. Les policiers se situent au bas de l'échelle sociale en termes économiques (salaire) mais aussi en termes de positionnement dans le système de stratification et de prestige sociaux. Sur le plan économique, la situation est loin de s'améliorer, au contraire. La mondialisation, même s'il faut tenir compte d'une grande variété d'instances et de processus de médiation, semble jouer un rôle dans l'affaiblissement du pouvoir de négociation des différents

4. Pour plus de détails, voir Porto, 2000a.

groupes sociaux dont celui-là. De plus, la menace du chômage diminue certes le développement de revendications permettant d'améliorer la situation. Par ailleurs, en ce qui concerne la question du prestige social, les choses ne se présentent guère mieux. Les policiers sont dans un processus important de perte de légitimité et de crédibilité auprès de l'ensemble de la population.

Revenons sur quelques éléments discutés plus haut (Porto 2000b). Notre hypothèse forte est qu'étant à la recherche d'une légitimité et d'une reconnaissance sociale, l'agent de police intensifie la violence et la répression dans le but de démontrer de la compétence et de l'efficacité. Du même coup, il se nuit considérablement car sa légitimité est étroitement liée au processus de construction de son identité. Une faible identité est dramatique pour tous les individus, mais cela a une grande incidence dans les couches sociales au bas de la hiérarchie professionnelle dépourvues en même temps de reconnaissance sociale. Ici, il s'agit non seulement de l'agent de police mais aussi de ceux dont il a la charge de contrôler et de punir. Selon Wieviorka (1998), dans un tel contexte, la violence :

[...] exprime le décalage ou le fossé entre les demandes subjectives de personnes ou de groupes et l'offre politique, économique, institutionnelle ou symbolique. Elle est alors la marque d'une subjectivité niée, cassée, écrasée, malheureuse, frustrée, ce que dit l'acteur qui ne peut exister comme tel, elle est la voix du sujet quand il n'est pas reconnu... de ce point de vue la violence est susceptible de jaillir dans l'interaction ou le choc de subjectivités niées ou brisées, comme on le voit lors de certaines émeutes, où le sentiment de ne pas être reconnu de la part des émeutiers renvoie les policiers à la conviction, symétrique, d'être dévalorisés ou insultés par ceux qu'ils doivent réprimer (p. 56-57).

Et l'on pourrait ajouter : dévalorisés et insultés par ceux qu'ils devraient protéger, c'est-à-dire la société accentuant le cercle composé de frustrations, de haine et de sentiments de vengeance (Porto 2000a). Dans ce sens, la plus importante rébellion de prisonniers des dernières années qui eut lieu à São Paulo⁵ est riche en analyse ; celle-ci peut être étendue à d'autres événements récents⁶.

5. Rébellion survenue le 18 février 2000, avec un bilan de 19 morts, 27 000 rebelles et 8 000 otages, dans 29 prisons sous émeutes dans l'État de São Paulo. Dans une démonstration de force, l'émeute, organisée par un commandement lié au crime organisé, signala une masse de prisonniers révoltée, commandée par des gens bien articulés qui ont préparé avec anticipation cette émeute, avec l'aide de la technologie moderne (la communication entre les rebelles a été faite au moyen de téléphones portables), et avec l'aide de la corruption au sein des responsables des prisons. Ils ont maîtrisé pendant 26 heures le complexe de prisons de l'État de São Paulo. Une seconde rébellion eut lieu trois jours plus tard, également dans l'État de São Paulo, dont le résultat a été un prisonnier mort (décapité), trois blessés et l'image d'un système carcéral déchu. Quelques jours plus tard, le 12 mars 2000, les mineurs de la FEBEM (institution correctionnelle destinée aux mineurs fautifs) se sont rebellés, prenant 40 otages et disant que la cause de l'émeute était les châtiments, les traitements pervers et les punitions corporelles dont ils étaient victimes.

6. Dans un de ces cas, des agents de la police militaire ont envahi un commissariat de police à Brasília en tirant des coups de feu dans le but d'en retirer un collègue qui y était détenu (13.09.00). Lors d'un autre événement, faisant partie d'un mouvement de revendication d'augmentation de salaire, des agents de la police militaire et des pompiers armés ont marché vers la résidence officielle du gouverneur du District fédéral et en ont bloqué les voies d'accès ; ils ont tiré en l'air dans une démonstration de force d'une guerre urbaine qui ressemble au *far west* (08.03.00). Le 3 décembre 1999, un fonctionnaire a été victime de la violence policière devant le palais du gouvernement du District fédéral.

Quelle relation existe-t-il donc entre ces rébellions et ce que nous avons appelé « exclusion par défaut » ? Du point de vue de l'action du policier, la situation illustre la dévalorisation dont font objet les agents de police et les fonctionnaires du système correctionnel, mettant en évidence la difficulté de se constituer en tant que sujets. Même s'ils n'ont pas d'objectifs clairement définis, les prisonniers, lorsqu'ils se rebellent, finissent par remettre en cause l'ensemble du système correctionnel et de sécurité, rendant à l'agent de police la haine et l'absence de reconnaissance sociale dont lui-même, le prisonnier, est le titulaire par excellence. En raison des moyens de communication, ces rébellions sont rapidement connues de la population et sont souvent interprétées comme un manque d'efficacité, de compétence, de légitimité et comme une preuve de corruption des agents de police.

Produit d'une crise prolongée au niveau du sentiment de sécurité, la violence policière transite dans les limites fragiles entre la violence légitime en raison de son autorité confirmée par l'État et la violence illégitime souvent perçue comme une conséquence de cette même autorité. Cette fragilité qui se matérialise dans les conditions matérielles précaires se trouve aussi représentée dans la faible valorisation symbolique dont ils sont l'objet. Les policiers se trouvent alors pris entre une intégration forte en tant que sujets de droits et une exclusion *de facto* parce qu'il leur est impossible de participer à la société de consommation ; il leur est difficile de satisfaire leurs attentes qu'elles soient de nature économique, sociale, culturelle ou politique (Porto, 2000a, p. 197-198).

La construction identitaire permettant l'inclusion est donc refusée aux policiers. En raison d'une représentation sociale dévalorisée, d'une identité niée, voire stigmatisée, les policiers se situent à la limite inférieure du prestige social et on ne leur accorde donc que très peu de crédit du point de vue éthique ou moral. Cette réalité peut dès lors constituer les conditions idéales pour l'actualisation du « retour du refoulé ».

Une étude effectuée récemment (Porto, 1999) concernant l'activité policière confirme certains des faits énoncés. La non-confiance dans le travail policier au niveau de la sécurité publique trouve son pendant dans les comportements individualistes adoptés en termes de sécurité personnelle. En effet, les gens interviewés pensent, dans une proportion de 68 %, qu'il est légitime d'assurer sa propre défense ; 40 % de la population perçoit l'action de la police comme identique à celle des bandits et plus particulièrement au niveau de l'utilisation des armes : comme le bandit, l'agent de police ne pense pas deux fois avant de tirer. De plus, 47 % de la population étudiée estime qu'il est impossible pour les policiers luttant contre la grande criminalité d'agir dans les limites des normes légales ; 26,3 % admettent que, dans ces situations, la police doit vraiment tuer les bandits, comme étant une manière d'en finir avec le crime ; 69,2 % pensent aussi que, comme dernier recours pour maintenir l'ordre, les policiers doivent se servir du pouvoir des armes⁷.

Malgré que dans la société brésilienne on ait tendance à refuser la violence et que l'État adopte des réglementations, on a aussi tendance à ne faire confiance qu'à soi-même pour se défendre et on a une opinion partagée du rôle des policiers dans leurs

7. Source : Recherche « As Representações Sociais da Violência no Distrito Federal », Porto, 1999.

stratégies pour maintenir l'ordre. Certains trouvent l'action inefficace, d'autres n'en ont aucune confiance tandis que certains la revendiquent; l'agent de police est tantôt applaudi comme un héros, tantôt assimilé à un bandit. D'un côté, l'action de la police est représentée comme une action violente; de l'autre, on attend et on exige que la police soit plus présente, plus apte à contrôler et à assurer l'ordre. C'est là le caractère ambigu, voire contradictoire, des représentations sociales en regard du travail policier, lequel a une forte influence sur le processus de construction identitaire des policiers, processus souvent bloqué, voire impossible, dans la plupart des cas.

Cela renforcerait, d'une certaine façon, la thèse de la société brésilienne comme société fragmentée et individualiste ayant, pour des couches importantes de sa population, des liens faibles de solidarité et d'intégration.

CONCLUSION

Une utilisation adéquate du concept d'exclusion sociale permet à la recherche sociologique de percevoir, entre autres, l'autonomie des sphères économique, sociopolitique et culturelle (dans le sens méthodologique défini par Weber, 1991). Cela permet de saisir les contextes, les contenus et les implications de l'individualisme en tant que trait caractéristique des sociétés modernes. C'est ce que nous avons tenté de faire tout au long de ce texte.

Les problèmes liés au concept d'exclusion sociale semblent davantage découler de son mauvais usage que d'ambiguïtés qui lui seraient intrinsèques. Ce mauvais usage résulte d'une trop grande proximité avec ce qui est immédiatement donné à voir, empêchant sa construction en tant qu'objet sociologique. De notre point de vue, lorsque l'on réussit à échapper au piège de l'empirisme, il est possible de faire progresser l'explication sociologique : le concept d'exclusion sociale en est un exemple. En effet, l'analyse en termes d'exclusion sociale, lorsqu'il se rapporte aux acteurs (agents individuels) plutôt qu'aux groupes, à ce qui est culturel plutôt qu'à ce qui est économique, permet d'explicitier la double condition d'inclusion et d'exclusion de certains agents comme nous avons tenté de le faire apparaître tout au long de ce texte.

Ce double mouvement permet également que l'on réfléchisse aux sociétés modernes à partir de la notion de fragmentation sociale et axiologique qui s'éloigne des explications connues fondées sur le présupposé de sociétés fortement tissées autour de valeurs communes où tout comportement ou forme d'action différente sont interprétées comme symptômes d'anomie ou de déviance. Au contraire, l'approche de la fragmentation permet de penser le caractère pluriel des sociétés et des valeurs qui coexistent et occupent des positions d'hégémonie au sein de l'ordre axiologique dominant. Enfin elle permet, pour la société brésilienne, de mieux saisir les mécanismes de production et de reproduction des inégalités caractéristiques des sociétés contemporaines et de remettre en cause les liens de solidarité qui construisent le social.

Lié à l'idée de la fragmentation, le concept d'exclusion sert à penser la nature des relations sociales dans les sociétés modernes et sécularisées, où la raison instrumentale commanderait, pour ainsi dire, les structures, les ordres juridiques et l'organisation

sociale. L'égalité démocratique « ramène l'individu vers lui-même et menace de le renfermer enfin tout entier dans la solitude de son propre cœur » (Tocqueville, 1981, p. 385). Pour Taylor, les individus du monde moderne seraient « repliés sur leur individualité » (1992, p. 14). La raison instrumentale, articulée aux processus de sécularisation et de désenchantement du monde (dans l'acception weberienne du terme), fournirait le ton, pour ainsi dire, de la vie moderne. Dans ce cadre de rationalisations sécularisées :

tout peut être repensé en fonction de la quête du bonheur et du bien-être des individus... Parallèlement, une fois que les créatures qui nous entourent perdent la signification que leur assignait leur place dans la chaîne des êtres, elles se dégradent en matières premières ou en moyens assujettis à nos fins (Taylor, 1992, p. 15, 16).

Comme conséquence possible, bien que non exclusive, la violence serait transformée en moyen, ou, dans les termes de l'argumentation développée ici, en réponse possible à ces fins, qu'ils arrivent ou pas au seuil de conscience de la part des agents qui les mettent en action. Une réponse dont le présupposé serait tant l'impossibilité de l'agent de construire son identité que la négation de l'autre en tant que sujet. ◀

RÉSUMÉ

L'objectif de ce texte est de réfléchir de façon critique à la nature des relations entre exclusion et violence et à leur potentiel explicatif dans la problématique des liens sociaux dans la contemporanéité brésilienne. Cet article se propose de réfléchir sur des manifestations et des contextes de la violence dont les protagonistes appartiennent aux couches ou groupes sociaux aisés, lesquels sont normalement perçus ou considérés en tant que socialement (inclus) insérés. Dans ce sens, il s'agit de penser inclusion et exclusion sociales comme des catégories qui traversent plusieurs dimensions de l'espace social, y compris celles de l'économique, du politique, du socioculturel et peuvent, en le faisant, s'entrecroiser dans le système d'action d'un seul acteur, individuel ou collectif. Une telle approche permet de réfléchir sur la violence en tenant compte de la relation inclusion/exclusion dans laquelle les deux termes perdraient toute connotation dichotomique pour être envisagés comme des catégories appartenant à une même dynamique.

SUMMARY

The objective of this text is a critical reflection on the nature of links between exclusion and violence and their potential for explaining the problem of social relationships in contemporary Brazil. This paper proposes a reflection on manifestations and contexts of violence of which the protagonists belong to well-to-do social strata or groups, which are normally perceived or considered as belonging or fitting in socially. In this sense, social inclusion or exclusion must be thought of as categories that cross several dimensions of social space, including the economic, political and sociocultural, and which can, in doing so, be intertwined in the system of action of a single actor, either individual or collective. This approach makes it possible to consider violence by taking into account the inclusion/exclusion relationship in which the two terms lose their dichotomous connotation and are seen rather as categories belonging to a single dynamic.

RESUMEN

El objetivo de este texto es el de reflexionar de manera crítica en la naturaleza de las relaciones entre exclusión y violencia, y de su potencial explicativo en la problemática de los lazos sociales de la contemporaneidad brasileña. La reflexión se centra sobre las manifestaciones y los contextos de violencia cuyos protagonistas pertenecen a las capas o grupos sociales acomodados, los cuales son normalmente percibidos o considerados en tanto que (incluidos) insertados socialmente. En este sentido, se trata de pensar la inclusión y la exclusión social como categorías que atraviesan varias dimensiones del espacio social: la dimensión de lo económico, de lo político, de lo sociocultural y haciéndolo se entrecruzan en el sistema de acción de un solo actor, ya sea individual o colectivo. Tal aproximación permite reflexionar la violencia teniendo en cuenta la relación inclusión/ exclusión en la cual los dos términos perderían toda connotación dicotómica para ser considerados como categorías que pertenecen a una misma dinámica.

BIBLIOGRAPHIE

- ADORNO, S. (1999), « Insegurança versus Direitos Humanos — entre a lei e a ordem », in *Tempo Social*, R. Sociol. USP, volume 11, n° 2, octobre.
- ADORNO, S. (1999), « Violência e Civilização », in Santos, J.V. e Giugliano, (orgs.) *A Sociologia para o Século XXI*, Pelotas, Ed. Da Universidade Católica de Pelotas.
- CARDIA, N. (1997), « O Medo da Polícia e as Graves Violações dos Direitos Humanos », in Revista *Tempo Social*, volume 9, n° 1, S. Paulo, mai.
- CASTEL, R. (1991), « De L'indigence à l'exclusion : la désaffiliation », in J. DONZELOT (dir.) (1991), *Face à l'exclusion — Le modèle français*, Paris, Esprit.
- DONZELOT, J. (1991), « Le social du troisième niveau », in J. DONZELOT (dir.) (1991), *Face à l'exclusion — Le modèle français*, Paris, Esprit.
- DONZELOT, J. et J. ROMAN (1991), « Le Déplacement de la question sociale », in J. DONZELOT (dir.) (1991), *Face à l'exclusion — Le modèle français*, Paris, Esprit.
- DUBET, F. (1978), *Sociologie de l'expérience*, Paris, Seuil.
- DUBET, F. (1987), *La galère : Jeunes en survie*, Paris, Fayard.
- DURKHEIM, E. (1984), *A Divisão do Trabalho Social*, Lisboa, Editorial Presença.
- GAUCHET, M. (1991), « La Société d'insécurité », in J. DONZELOT (dir.) (1991), *Face à l'exclusion — Le modèle français*, Paris, Esprit.
- GIDDENS, A. (1991), *As Consequências da Modernidade*, S. Paulo, UNESP.
- GIDDENS, A. (1996), *Para além da esquerda e da direita*, S. Paulo, UNESP.
- HABERMAS, J. (1987), *A Nova Intransparência*, Novos Estudos Cebrap, n° 18.
- HALL, S. (1997), *Identidades Culturais na Pós-Modernidade*, Rio de Janeiro, DP&A Ed.
- LABERGE, D. (dir.) (2000), *L'Errance urbaine*, Québec, Multimondes.
- MACHADO, L.A. (1999), « Trabalhadores do Brasil : Virem-se », Rio de Janeiro, polycopié.
- MACHADO, L. A. (1997), « Criminalidade Violenta e Ordem Pública : Nota metodológica », VIII Congresso da SBS, Brasília.
- MICHAUD, Y. (1988), *Violence et politique*, Paris, Gallimard.
- MICHAUD, Y. (1996), *La Violence apprivoisée*, Paris, Hachette.
- MONJARDET, D. (1988), « Moderniser, pour quoi faire? », in *Esprit*, n° 135, février.
- NASCIMENTO, E.P. (1994), « A Exclusão Social na França e no Brasil : situações (aparentemente) invertidas, resultados (quase) similares? », in E. DINIZ et al. (1994), *O Brasil no Rastro da Crise*, S. Paulo, ANPOCS / IPEA / Hucitec.
- NASCIMENTO, E.P. (2000), « Dos Excluídos necessários aos Excluídos Desnecessários », in M. BURSZTYN (2000) (Org.) *No Meio da Rua- Nômades, Excluídos e Viradores*, Rio de Janeiro, Ed. Garamond,

- OFF, C. (1989), *Capitalismo Desorganizado : Transformações Contemporâneas no Trabalho e na Política*, São Paulo, Brasiliense.
- OLIVEIRA, L. « Os Excluídos existem? notas sobre a elaboração de um novo conceito », in *Revista Brasileira de Ciências Sociais — RBCS — volume 33, 12^e année.*
- PERRET, B. (1991), « L'Impossible retour du social », in J. DONZELOT (dir.) (1991), *Face à l'exclusion — Le modèle français*, Paris, Esprit.
- PINHEIRO, P.S. (1997), « Violência, Crimes e Sistemas Policiais », in *Revista Tempo Social*, vo. 9, n^o 1, S. Paulo, mai.
- PORTO, M.S.G. (1995), Présentation à l'édition spéciale au sujet de la violence de la revue *Sociedade e Estado*, Departamento de Sociologia, volume x, n^o 2 Brasília.
- PORTO, M.S.G. (1999), « A Violência Urbana e suas Representações Sociais : o caso do DF », in *R. São Paulo em Perspectiva*, volume 13, n^o 2.
- PORTO, M.S.G. (2000), « Análise Weberiana da Violência », in M.F.P. COELHO et al. (orgs.), *Política, Ciência e Cultura em Max Weber*, Brasília, Ed. UnB.
- PORTO, M.S.G. (2000a), « A Violência entre a Inclusão e a Exclusão Social », in *Tempo Social*, R. Sociol, USP, volume 12, n^o 1, mai 2000.
- PORTO, M.S.G. (2000b), « Violência e Segurança : A morte como Poder? » 53^e Réunion de la Société brésilienne pour le progrès de la science (SBPC), Brasília.
- SOCIEDADE E ESTADO (1995), Revue du Département de sociologie de l'Université de Brasília, édition spéciale sur la violence, PORTO, M.S.G. (org.), volume x, n^o 2, Brasília.
- ROLNIK, R. (1999), « Exclusão Territorial e Violência », in *S. Paulo em Perspectiva*, volume 13, n^o 14.
- TAVARES DOS SANTOS, J.V. (org.) (1999), *Violência em Tempo de Globalização*, São Paulo, Hucitec.
- TAVARES DOS SANTOS, J. V. (1999), « Novos Processos Sociais Globais e Violência », in *S. Paulo em Perspectiva*, volume 13 n^o 3, juillet/septembre.
- TAYLOR, C. (1992), *Grandeur et misère de la modernité*, Canada, Bellarmin, Collection L'Essentiel.
- TOCQUEVILLE, A. (1981), *De la Démocratie en Amérique*, Paris, Flammarion.
- WACQUANT, L. « O retorno do Recalcado : violência urbana “raça” e dualização em três sociedades avançadas », in *Revista Brasileira de Ciências Sociais — RBCS — n^o 24, 9^e année, février 1994.*
- WACQUANT, L. (1999), *Les Prisons de la misère*, Paris, Raisons d'agir.
- WEBER, M. (1968), *Le savant et le politique*, Paris, Plon, Éd. 10/18.
- WEBER, M. (1991), *Economia e Sociedade. Fundamentos da Sociologia Compreensiva*, Brasília, Ed. Universidade de Brasília.
- WIEVIORKA, M. (1997), (dir.), *Une société fragmentée? Le multiculturalisme en débat*, Paris, La Découverte.
- WIEVIORKA, M. (1998), « Un nouveau paradigme de la violence? », in *Cultures et conflits*, n^o 29-30, Paris, L'Harmattan.
- WIEVIORKA, M. (1999), *La Violence en France*, Paris, Seuil.
- ZALUAR, A. ., « Exclusão e Políticas Públicas : dilemas teóricos e alternativas políticas », in *Revista Brasileira de Ciências Sociais — RBCS — volume 12, n^o 35, octobre 1997.*